



PREPARER LES CONDITIONS POUR BALAYER LE GOUVERNEMENT DE LA BOURGEOISIE

SARKOZY REMERCIE LES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Dans ses vœux, Sarkozy a remercié les partenaires sociaux pour le « grand sens des responsabilités » dont ils ont fait preuve en 2009. L'appellation bien connue de « partenaires sociaux », comme s'il s'agissait d'une partie de cartes entre gens de bonne compagnie, désigne les représentants des capitalistes et ceux des salariés. C'est l'image de la France rassemblée vantée par Sarkozy pour affronter les difficultés.

Les remerciements de Sarkozy ne s'adressaient pas aux représentants des patrons et des banquiers. C'est eux en effet qui doivent remercier Sarkozy ! Les milliards versés aux banquiers leur permettent d'afficher fin 2009 des bilans flatteurs. Les milliards versés aux entreprises, la suppression de la taxe professionnelle, les exonérations de charges, la prime à la casse ont permis aux patrons de limiter les dégâts, de leur point de vue bien sûr.

C'est donc aux représentants des salariés que s'adressait

cet éloge présidentiel. Fillon l'a d'ailleurs clairement précisé peu de temps après :

« Je ne crois pas que dans notre histoire sociale, nous ayons déjà connu un dialogue social aussi intense. Au lieu de souffler sur les braises, chacun a eu à cœur de trouver des solutions aux maux qui touchaient les Français ».

Les licenciements et le chômage ont explosé, les réformes contre le droit du travail, les services publics, la Sécurité sociale etc. se sont poursuivies et aggravées, mais les représentants des salariés, partis ouvriers et dirigeants syndicaux se sont bien gardés de « souffler sur les braises ». Pour parler clair, ils n'ont pas un instant cessé la concertation sur toutes les réformes du gouvernement et du patronat tout en empêchant la grève générale contre le gouvernement, en multipliant les journées d'action sans lendemain, en laissant les luttes des travailleurs isolées.

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME N'A PAS FINI DE FAIRE DES RAVAGES

Tous les gouvernements chantent la reprise pour 2010, mais préviennent que le chômage devrait continuer de s'accroître et qu'il faut désormais prendre des mesures pour tenter de résorber l'immensité des déficits publics qu'ils ont si complaisamment creusés pour soutenir les capitalistes.

En réalité, tous les éléments qui ont présidé au déclenchement de la crise sont plus que jamais à l'œuvre : l'appauvrissement croissant des populations, la chute des investissements, les diverses mesures protectionnistes ouvertes ou déguisées que prend chaque bourgeoisie pour se préserver de la concurrence renforcent les surcapacités de production.

Le redressement des bourses en 2009 ne doit pas faire illusion, pas plus que leur envolée qui a précédé le déclenchement de la crise ne traduisait un état de santé florissant pour le capitalisme. L'essentiel des profits des banques repose sur des opérations spéculatives, en particulier sur les dettes publiques des Etats.

En France, la balance commerciale plonge un peu plus mois après mois. L'endettement abyssal des Etats, souscrit en urgence pour éviter le krach, est désormais une menace supplémentaire qui mine tout l'édifice.

Certains, comme la Grèce, sont au bord de la banqueroute. Beaucoup d'autres, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la France, pour ne citer que ceux-là, sont placés

désormais sous la surveillance des agences de notation, c'est-à-dire des banquiers et autres investisseurs, inquiets pour leurs placements. La moindre baisse de la note attribuée à un Etat par une de ces agences de notation entraîne immédiatement une hausse considérable des taux d'intérêts des emprunts qui sont nécessaires chaque mois pour assurer la trésorerie. Ainsi se joue cette tragi-comédie :

- acte 1 : Pour se sauver de la faillite, les capitalistes mandatent leur conseil d'administration à la tête de chaque Etat bourgeois pour emprunter à tour de bras et leur distribuer des milliards.
- acte 2 : Les capitalistes placent les fonds dans les emprunts d'Etat, placement rémunérateur, faute de pouvoir s'investir par temps de crise.
- acte 3 : Les capitalistes, saisis soudain par l'effroi de voir les Etats incapables de rembourser les intérêts et le principal, exigent des politiques d'austérité pour résorber la dette qu'ils ont engendrée.

Cela signifie non seulement que la crise du capitalisme va connaître de nouveaux développements, mais aussi que les bourgeoisies vont redoubler leurs coups contre les populations. Pour Alain Minc, par exemple, « *La réforme des retraites sera aussi un signal de sérieux adressé au monde entier* »...

LE GOUVERNEMENT S'APPUIE SUR LA CONCERTATION POUR LANCER L'OFFENSIVE CONTRE LES RETRAITES

Fin janvier, Sarkozy convoque une conférence sur les déficits publics réunissant le gouvernement, les organismes sociaux et les collectivités territoriales.

L'objectif est clair : des coupes sombres supplémentaires dans tous les budgets, les indemnités et les remboursements. Elections régionales ou pas, pour la

bourgeoisie, il y a urgence, et des mesures drastiques doivent être prises immédiatement.

C'est dans ce cadre fixé par avance que doit ensuite se dérouler la rencontre fin février entre les partenaires sociaux chargés de convenir ensemble de l'agenda des concertations pour 2010 et d'aborder la nouvelle réforme des retraites.

Tout est en place pour une nouvelle attaque frontale contre les salariés, mêlant un allongement considérable des durées de cotisations, leur augmentation à la charge des salariés et la baisse des retraites.

La bourgeoisie, tous les économistes distingués qui grenouillent dans son sillage, mais aussi le Comité d'Orientation des Retraites où siègent les directions syndicales, présentent cette nouvelle réforme comme une fatalité mathématique au regard de l'allongement de l'espérance de vie, du nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités etc...

Ces arguments sont d'un cynisme éhonté. Pour les capitalistes, c'est l'augmentation incessante de la productivité, et pour les travailleurs, c'est le retour en arrière ! De surcroît, avec la crise du capitalisme, la bourgeoisie est incapable de donner du travail, pas plus aux jeunes qu'aux vieux, elle licencie par centaines de milliers. Dans ces conditions, l'équilibre du régime des retraites est le cadet de ses soucis. Ce qu'elle veut, c'est aboutir à une situation où la plupart des travailleurs seront privés de leur droit à une retraite entière, obligés

d'accepter n'importe quel petit boulot pour survivre et les utiliser pour faire baisser les salaires.

Mais, fidèles à leur esprit constructif, les dirigeants syndicaux ont tous donné leur accord pour cette concertation autour de cette nouvelle réforme. Le Parti Socialiste quant à lui revendique une réforme des retraites, à condition qu'« elle soit juste » et demande même à y être associé. Sarkozy entend très bien ce langage qui correspond à merveille au « *débat apaisé* » qu'il a souhaité pour 2010. Il annonce qu'il sera tenu compte de la pénibilité au travail et que « *c'est un défaut bien français de confondre égalité et uniformité* ». Pour que passe cette réforme, il lui faut associer les dirigeants syndicaux à la concertation sur la réforme en utilisant tous les ingrédients de la division entre les salariés : ceux qui sont soumis aux travaux pénibles contre les autres, les fonctionnaires qui partent encore sur la base du salaire des 6 derniers mois contre les travailleurs du privé à qui la bourgeoisie a déjà imposé le calcul sur la base des 25 meilleures années etc.

La seule revendication immédiate pour unifier le combat de tous les travailleurs ne peut être que : Ils sont en train de tout détruire, à bas la réforme, aucune négociation ! Cela implique d'imposer l'unité des organisations syndicales pour qu'elles boycottent le rendez-vous de Sarkozy et engagent la préparation de la grève générale contre le gouvernement !

SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT SONT TOTALEMENT DISCREDITES

Sarkozy et son gouvernement battent des records d'impopularité. Ils ne ménagent pourtant pas leur peine pour tenter de retrouver une assise en utilisant toutes les ficelles du populisme et du nationalisme.

Tandis que coté cour, on y va de son couplet sur les valeurs éternelles de la République, coté jardin, si l'on en croit le quotidien Libération, Sarkozy aurait demandé aux responsables UMP mobilisés pour le débat sur l'identité nationale « *du gros rouge qui tache* »... Le style, c'est l'homme.

Pourtant, rien n'y fait. Pire même, les initiatives qu'il prend se retournent en leur contraire. Censées rassembler les foules autour de lui, de son gouvernement et de son parti, à l'inverse elles n'ont aucune prise sur les salariés et divisent les rangs de la bourgeoisie.

La réforme des collectivités territoriales, priées de se serrer la ceinture, atteint de plein fouet ses propres amis

politiques dans les conseils généraux des départements. Et jusqu'à la taxe carbone qui vient d'être retoquée par le Conseil Constitutionnel dont la majorité des membres appartient pourtant... à la majorité.

Apprenti Bonaparte mal récompensé sur le plan intérieur, Sarkozy espérait faire taire les critiques en revenant du sommet de Copenhague avec les habits neufs d'un grand dirigeant international. Il n'y a pris qu'une veste, malgré les moulinets qu'il avait déployés, renvoyé à sa place par d'autres, pas plus soucieux que lui de l'avenir de la planète, mais pesant plus lourds que lui dans le marchandage des intérêts entre capitalistes.

Discrédités, quand ils ne sont pas haïs, Sarkozy et de son gouvernement sont rejetés par des couches de plus en plus larges de la population. Leur force ne vient pas de ce côté-là. Ils ne tiennent que grâce au refus des dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats, de combattre pour le renverser.

MAIS LES DIRIGEANTS OUVRIERS REFUSENT D'ENGAGER LE COMBAT POUR LES CHASSER

La classe ouvrière et la jeunesse ont montré leur combativité, dans les manifestations monstres du printemps 2009, dans les usines frappées de licenciements, à l'Université... Mais dans presque tous les cas, les mobilisations n'ont pas abouti.

En décembre, les conducteurs de la ligne A du RER parisien sont rentrés après 17 jours de grève sans résultats. Les travailleurs ont engagé des combats, parfois très durs, mais qui sont restés isolés.

Les journées d'action que les appareils syndicaux multiplient pendant qu'ils continuent les discussions avec le gouvernement et les patrons s'effiloquent au fur et à mesure que les travailleurs constatent leur totale inefficacité.

Comment faire ? Aux régionales de mars prochain, nombre de salariés, de jeunes, chercheront à infliger une défaite électorale au gouvernement et à ses candidats. Ce

qui peut motiver leurs votes, c'est de mettre une pâtée aux partis du gouvernement.

Mais pour qui voter ? Le deuxième tour rassemblera des listes hétéroclites, certes en opposition à Sarkozy et ses candidats, mais allant du PS au Modem en passant par le PCF, les Verts, le PG, et soutenues au bout du compte par le NPA. Allant de bourgeois bon teint jusqu'à des « plus à gauche que moi tu meurs », le programme de ces listes est nécessairement aligné sur le plus petit dénominateur commun entre eux, c'est-à-dire le respect du capitalisme, de ses institutions et jusqu'à l'éloge de la décentralisation.

Ces listes ne peuvent pas permettre à la classe ouvrière et à la jeunesse de se rassembler contre la bourgeoisie. Si Sarkozy peut sortir un peu plus affaibli de ces élections,

en aucun cas n'apporteront de solutions aux problèmes de l'heure pour la classe ouvrière et la jeunesse, pas plus que les 20 Régions sur 26 aux mains de l'opposition n'ont empêché les ravages de la crise du capitalisme.

D'une part, la gravité de la situation que le capitalisme en crise impose aux masses ne permet pas d'attendre benoîtement le déroulement du calendrier électoral, les régionales en 2010, puis les présidentielles en 2012. D'autre part, l'alliance que les partis se réclamant de la défense de la classe ouvrière se pressent de conclure avec des débris de partis bourgeois opposés à Sarkozy signifie qu'ils donnent par avance l'assurance à la bourgeoisie de continuer la même politique respectueuse du capitalisme.

RENFORCER LE COMBAT POUR IMPOSER L'UNITE OUVRIERE

En 2009, des initiatives multiples de rassemblements, de collectifs, comités, oppositions syndicales ont vu le jour ou se sont renforcés, pour organiser la force qui imposera aux dirigeants syndicaux la rupture du dialogue social, pour en finir avec les journées d'action, la force qui imposera l'appel, dans l'unité, à la grève générale pour toutes les revendications et pour balayer le gouvernement des capitalistes.

Cette force grandit parce que les travailleurs et les jeunes sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'il n'y a pas d'autre solution. Ceux qui s'organisent ainsi viennent d'horizons parfois différents, des syndiqués ou des non syndiqués, organisés politiquement ou non, ils n'ont pas forcément le même point de vue sur tout, mais ils expriment cette recherche de la classe ouvrière pour ouvrir sa propre voie. J.P. Delannoy, soutenu par plus de 2 000 militants ou syndicats CGT se portant candidat à la direction de la CGT contre l'orientation de Thibault et

déclarant : « *La CGT ne doit pas être une organisation d'accompagnement du système capitaliste et de la politique gouvernementale* » en est un exemple.

Il manque encore que toutes ces forces se rassemblent, se fédèrent et s'organisent dans un Comité national pour peser le plus efficacement possible, pour ouvrir enfin la perspective du combat centralisé de toute la classe ouvrière et de la jeunesse contre le gouvernement de la bourgeoisie. Rien n'est plus urgent.

C'est en menant fraternellement le débat et en combattant ensemble avec tous ceux qui s'organisent déjà pour cet objectif que peut se construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire, ouvertement et clairement orienté pour le renversement du gouvernement de la bourgeoisie, pour un gouvernement des travailleurs qui s'attaque au capitalisme et décide comment il faut organiser et gérer la société pour le compte de l'immense majorité.

Le 19 janvier 2010.

SOMMAIRE

- Editorial : Préparer les conditions pour balayer le gouvernement de la bourgeoisie.....p. 2
- Bilan du 49^{ème} Congrès de la CGTp. 5
- A l'UD-CGT d'Indre et Loire, Bernard Thibault, sur la défensive, répond aux militantsp. 6
- Combats actuels pour la centralisation contre le gouvernement Sarkozy, contre le dialogue social.....p. 8
- En France, en Iran et ailleurs : Non aux violences contre les femmes !p. 11
- Iran : pour le renversement de la dictature ! pour un gouvernement des conseils de la classe ouvrière et de la population opprimée ! p. 12
- Rapport sur la situation politique en Uruguay.....p. 13
- L'Allemagne après les électionsp. 17
- Vingt ans après la chute du mur de Berlin : plus que jamais le spectre du communisme hante l'Europep. 19
- Hommage à Annie CARDINALp. 24
- Qui sommes-nous ?p. 25